

## CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 2 novembre 1994

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

### DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

#### LE LONDON INVESTMENT AND EDUCATION COUNCIL

**M. Pat O'Brien (London—Middlesex, Lib.):** Monsieur le Président, l'apprentissage est un processus perpétuel et, dans notre monde en constante évolution, notre vision doit aussi changer et évoluer sans cesse. Je suis fier d'affirmer que la ville de London devient peu à peu une collectivité axée sur l'apprentissage.

Le London Investment and Education Council est un groupe communautaire sans but lucratif qui s'est engagé à réunir des étudiants, des hommes et des femmes d'affaires, des représentants du milieu du travail et du gouvernement, des familles et des organisations sociales et culturelles dans le but de planifier des programmes et de partager des informations dans le domaine de l'éducation.

Le gouvernement fédéral a reconnu que l'apprentissage était une affaire de toute une vie et il encourage tous les secteurs de notre collectivité à participer à ce processus. London est vraiment une collectivité axée sur l'apprentissage, grâce au travail innovateur de cet organisme, le London Investment and Education Council.

\* \* \*

[Français]

#### LA RÉDUCTION DU DÉFICIT

**M. René Laurin (Joliette, BQ):** Monsieur le Président, samedi dernier, le ministre des Finances affirmait dans une entrevue au *Soleil* que tout est sur la table pour réduire le déficit fédéral. En termes clairs, cela signifie qu'il ne fait aucun cas de l'engagement électoral du premier ministre de ne pas augmenter les impôts. Du côté des dépenses, le ministre tente de justifier des coupures supplémentaires dans les programmes sociaux, qui pourraient se chiffrer à 7,5 milliards de dollars, en affirmant et je cite: «...qu'il va falloir que tout le monde se sente frappé.»

Au lieu de cibler d'abord les démunis, les chômeurs et la classe moyenne, que le ministre des Finances s'attaque donc aux dépenses de fonctionnement de l'État, aux subventions aux entreprises, aux dépenses du ministère de la Défense et aux dédou-

lements et qu'il fasse donc en sorte que les contribuables à revenus élevés soient les premiers à payer leur juste part d'impôt.

\* \* \*

[Traduction]

#### LE CRIME ORGANISÉ

**M. Bob Ringma (Nanaimo—Cowichan, Réf.):** Monsieur le Président, des sources policières déclarent que, d'ici là fin du siècle, Vancouver et l'île de Vancouver seront le carrefour mondial du crime organisé asiatique. Le solliciteur général a reconnu en partie cette déclaration et a récemment appuyé le redéploiement d'agents antidrogue supplémentaires à Nanaimo.

Cette situation nécessite plus que des policiers supplémentaires. Il faut que le gouvernement se décide sérieusement à réformer et à renforcer les lois dans les domaines de l'immigration, des douanes, de la justice, des pêches et du développement des ressources humaines.

Le Parti réformiste reconnaît que ces changements s'imposent. Dans ma circonscription, j'ai déjà commencé à réunir des membres intéressés des communautés immigrantes et les autorités municipales, provinciales et fédérales, afin de trouver des moyens de rendre le système efficace pour tous les Canadiens. La semaine prochaine, je poursuivrai ce processus de consultation populaire et je ferai rapport des résultats à la Chambre.

\* \* \*

#### LA RÉFORME DES PROGRAMMES SOCIAUX

**M. John Finlay (Oxford, Lib.):** Monsieur le Président, les députés d'en face affirment souvent que l'actuel gouvernement ne prend pas au sérieux les opinions des Canadiens. Je leur dirai qu'ils ont tort.

Certaines des propositions que mes électeurs ont formulées au mois d'avril dernier figurent dans le document de travail que le ministre du Développement des ressources humaines a déposé à la Chambre le 5 octobre.

Voici quelques-unes des propositions des gens d'Oxford qu'on retrouve dans le document: premièrement, les programmes doivent être axés sur des résultats et viser à mettre fin à la dépendance.

Deuxièmement, même si tout le monde doit y contribuer, l'assurance-chômage doit être structurée plutôt comme une assurance privée pour que les travailleurs qui occupent un emploi dans des secteurs plus à risque versent des cotisations plus élevées. Troisièmement, pour aider les personnes qui vivent de l'aide sociale à devenir indépendantes, le gouvernement doit